



LE NON-LUCRATIF ENQUÊTE SUR LE LUCRATIF

Les journalistes d'investigation sont essentiels pour exposer la corruption au grand jour

Andreas Adriano

En 1971, le lanceur d'alerte Daniel Ellsberg a découvert ce que l'on a appelé les *Pentagon Papers* et passé d'innombrables nuits à photocopier plus de 7 000 pages avant de les remettre au *New York Times* et au *Washington Post*. Quarante ans plus tard, lorsque le journaliste allemand Bastian Obermayer a reçu d'une source anonyme une clé USB avec 11 millions de fichiers d'un cabinet d'avocats panaméen révélant les transactions douteuses et les montages de fraude fiscale des riches et des puissants, les informations étaient bien trop nombreuses à traiter, même par l'ensemble de sa salle de rédaction. Il a sollicité l'aide du Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ), mobilisant 250 journalistes dans 90 pays.

Publiés en avril 2016, les *Panama Papers* ont révélé un vaste recoin de l'économie mondiale, complexe et fort bien dissimulé. Le scandale a provoqué la démission de premiers ministres et de hauts responsables de l'Islande à la Mongolie.

Du Pentagone au Panama, en passant par d'autres grandes révélations, le journalisme d'investigation a sensiblement contribué à dévoiler ce que certains auraient préféré garder dans l'ombre. Le parcours a toutefois été laborieux : malgré davantage de domaines à explorer, il y a moins d'organes de presse pour publier les résultats. Le massacre des médias traditionnels dans le monde entier a été largement décrit. Selon une étude, 1 800 journaux locaux ont disparu rien qu'aux États-Unis depuis 2004. L'Internet et autres technologies offrent de nouvelles plateformes, mais ont aussi brouillé les cartes. Nombre de révélations résultent aujourd'hui d'un piratage informatique — et non d'un initié qui obéit à sa conscience —, ce qui soulève des questions juridiques et éthiques.

Charles (mieux connu parfois sous le nom de « Chuck ») Lewis a vécu les hauts et les bas du journalisme d'investigation pendant sa carrière. Stagiaire au Sénat américain au moment du scandale de Watergate, il a travaillé un temps avec le légendaire Carl Bernstein sur la chaîne de télévision ABC, avant de devenir réalisateur en chef d'enquêtes pour l'émission *60 Minutes* sur CBS. Il a quitté l'émission en 1989 et fondé le Centre pour l'intégrité publique, puis, des années plus tard, l'ICIJ.

Lewis a contribué à créer quelques-uns des plus de 200 organes de presse à but non lucratif présents aux États-Unis. Aujourd'hui professeur de journalisme et rédacteur en chef de l'atelier de journalisme d'investigation à l'American University de Washington, il s'est entretenu avec Andreas Adriano de l'équipe de *F&D* sur les enquêtes financières, les perspectives peu prometteuses des organes de presse et les répercussions éthiques des pirates informatiques, devenus les nouveaux lanceurs d'alerte.

Les journaux locaux ont pratiquement tous disparu aujourd'hui. Quel est l'effet de leur disparition sur les enquêtes au niveau local ?

J'ai débuté au service des sports du *Wilmington News-Journal* dans le Delaware au début des années 70. C'était l'un des meilleurs journaux de petite et moyenne taille. Mais tout s'est désintégré : ils sont passés de 187 personnes à environ 35 aujourd'hui. Le nombre de journalistes est maintenant le même qu'en 1972, alors que le budget fédéral a presque été multiplié par vingt. Des dizaines de milliers de journalistes ont perdu leur emploi aux États-Unis. La plupart des lois sont adoptées au niveau des États, mais il y a un tiers de journalistes en moins dans les capitales des États. À Washington, il n'y a

personne pour couvrir les membres du Congrès de 27 États. Il y a aussi ce que j'appelle les « déserts journalistiques » : de vastes pans du pays dépourvus de toute couverture journalistique quotidienne, que ce soit radio ou journaux au niveau local ou des États.

Est-il possible de savoir ce qui n'est pas couvert ?

Non. Washington compte plus de 100 organismes fédéraux, et les médias des élites — *Washington Post*, *New York Times* et *Wall Street Journal* — ne les couvrent pas tous. Vous vous retrouvez parfois avec d'obscurs bulletins d'information, des milliers, qui couvrent différents secteurs et peuvent ne représenter que des intérêts privés.

Quelles sont les conséquences en particulier pour le journalisme financier et économique ?

Pour être franc, je m'inquiète de voir que les seules personnes qui ont accès à une information de fond sont les élites hautement éduquées, des personnes qui s'abonnent et lisent toutes les informations des grands médias, en partie bien sûr dans le but de gagner de l'argent. Tandis que le reste du public, même le public instruit, ne lit pas les nouvelles ou ne les consomme pas dans les mêmes proportions. Il existe cette dichotomie entre les nantis et les autres en ce qui concerne la lecture de documents avec un réel contenu.

Les organes de presse à but non lucratif comblent-ils le vide ?

Il existe aujourd'hui 205 organes de presse d'investigation à but non lucratif aux États-Unis et 27 à l'international. Des institutions et des particuliers philanthropes sont intervenus ces dernières années avec des dons de plus d'un milliard de dollars pour créer une couverture journalistique là où les journaux locaux ne sont plus en mesure de le faire. Cela ne compense pas le massacre des journaux ni les pertes d'emplois, mais la situation aurait pu être bien pire. À mon avis, ces organes à but non lucratif emploient jusqu'à 3 000 journalistes.

Vers 2008, lorsque le prix Pulitzer a commencé à perdre des candidatures, ils ont autorisé les organes à but non lucratif à se présenter. Deux d'entre eux, que j'ai fondés — l'ICIJ et le Centre pour l'intégrité publique —, ont remporté un Pulitzer, et d'autres organes non lucratifs comme ProPublica en ont remporté une douzaine jusqu'à présent.

Êtes-vous inquiet de voir qu'une grande partie du journalisme d'investigation repose aujourd'hui sur le piratage, qui est un délit, et non plus sur des lanceurs d'alerte qui agissent pour obéir à leur conscience (comme Daniel Ellsberg avec les *Pentagon Papers*) ?

Premièrement, pour les *Panama Papers*, personne ne sait vraiment qui est la source : elle peut avoir été un pirate informatique ou un initié, tel un salarié aigri, ou quelqu'un qui connaissait un initié. De nouveaux livres et un film vont sortir, qui pourront peut-être nous en dire plus.

Plus globalement, il existe une zone d'ombre dans tout cela. Il y a quelque temps, à l'occasion d'une conférence sur le journalisme d'investigation en Europe, les organisateurs m'ont placé intentionnellement, ainsi que d'autres journalistes célèbres comme Seymour Hersh [journaliste d'investigation pour le magazine *New Yorker*], à côté d'un groupe de pirates informatiques lors d'un dîner. J'ai été fasciné de les écouter. Un certain nombre d'entre eux piratent justement parce qu'ils sont convaincus que quelque chose ne va pas dans la société ou qu'un organisme protège une entreprise, ce qui revient au même qu'un fonctionnaire qui se met à divulguer des informations confidentielles parce qu'il est outré de ce qu'il voit.

Je reconnais qu'un certain nombre de pirates informatiques peuvent être vénaux et criminels, mais, là encore, il y a une zone d'ombre. S'il existe des abus de pouvoir et si la seule façon pour le public de le savoir est de divulguer des documents confidentiels, n'est-ce pas utile ? La divulgation des *Pentagon Papers* a été très salutaire, mais, si on avait attendu le Pentagone, ces documents y seraient toujours.

Je ne dis pas qu'il n'y a pas d'abus. Certes, je suis journaliste d'investigation, et je pense que le public a le droit de savoir ce qui se passe. Tout dépend en fin de compte de chaque cas individuel et de l'analyse précise de ce qui en ressort. Il y a des cas où des personnes agissent selon leur conscience et ce qu'elles divulguent peut être utile à l'ensemble de la société.

Si vous aviez un conseil à donner aux gouvernements pour améliorer la transparence, quel serait-il ?

Je crois que tout gouvernement démocratique, ou un minimum responsable, devrait sérieusement s'inquiéter des centres offshore. Si les banques américaines agréées agissent de façon « extrajuridique », voire carrément illégale, dans ces 60 à 90 centres offshore, cela devrait inquiéter le gouvernement, le Congrès et les autorités fiscales des États-Unis, mais, au lieu de cela, tout le monde détourne plus ou moins le regard.

C'est un problème mondial. Nous devons approfondir l'analyse, l'investigation et la compréhension de toutes ces entités qui doivent rendre davantage de comptes. **FD**

ANDREAS ADRIANO est haut responsable de la communication au département de la communication du FMI.

Le présent entretien a été modifié pour des raisons de longueur et de clarté.